

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 93 — 2009

[S-C — 29387]

19 JUILLET 1993

Décret organisant l'enseignement supérieur social de type court long en communication appliquée (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions organiques

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le grade de candidat en communication appliquée est créé. Ce grade est conféré et le diplôme afférent est délivré au terme du premier cycle de deux ans de l'enseignement supérieur social de type long.

§ 2. Le grade de licencié en communication appliquée est créé. Ce grade est conféré et le diplôme afférent est délivré au terme du deuxième cycle de deux ans de l'enseignement supérieur social de type long, dans l'une des quatre sections suivantes :

- presse et information;
- relations publiques;
- publicité;
- animation socioculturelle et éducation permanente.

Art. 2. Sur avis du Conseil supérieur de l'enseignement supérieur social, le Gouvernement de la Communauté française fixe :

1. les règles relatives à l'organisation des études conduisant au grade de candidat et au grade de licencié en communication appliquée;
2. le nombre minimum et le nombre maximum d'heures de cours par cycle;
3. la liste des cours obligatoires avec l'indication du minimum d'heures qui y sont consacrées;
4. la liste des options et des cours qui peuvent y être organisés;
5. la forme et les mentions des diplômes afférents à ces grades. Le diplôme de licencié mentionne, entre autres, la section choisie ainsi que les différents cours à option suivis.

Art. 3. § 1^{er}. Les grades de candidat et de licencié visés à l'article 1^{er} sont conférés et les diplômes y afférents sont délivrés :

- soit par un établissement d'enseignement supérieur social de type long organisé, subventionné ou reconnu par la Communauté française;
- soit par un jury institué par le Gouvernement de la Communauté française et fonctionnant suivant les modalités qu'il fixe.

§ 2. Le grade de candidat en communication appliquée ne peut être conféré par le jury institué au § 1^{er} que deux ans au moins après que le récipiendaire a satisfait aux conditions d'admission mentionnées à l'article 8, § 1^{er} de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur.

Le grade de licencié en communication appliquée ne peut être conféré que deux ans au moins après que le récipiendaire a obtenu le grade de candidat en communication appliquée.

§ 3. Seuls les établissements d'enseignement autorisés à conférer les grades de candidat et de licencié en communication appliquée et à délivrer les diplômes afférents peuvent porter la dénomination : « Institut supérieur de communication appliquée ».

CHAPITRE II. — De la rationalisation et de la programmation

Art. 4. La rationalisation et la programmation sont réalisées par réseau.

Constituent des réseaux distincts :

- a) les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française;
- b) les établissements d'enseignement organisés par les provinces, les communes, les associations de communes et toutes autres personnes morales de droit public;
- c) les établissements d'enseignement organisés par des personnes privées.

Par réseau, un seul institut supérieur de communication appliquée organisé conformément aux dispositions du présent décret peut être maintenu ou subventionné si le nombre total d'étudiants régulièrement inscrits dans le premier cycle atteint le minimum de cent cinquante.

Dans les autres cas, la norme de maintien est portée à deux cent vingt-cinq.

Un nouvel institut supérieur de communication appliquée peut être organisé, subventionné ou reconnu par la Communauté française, pour autant que la population scolaire du premier cycle atteigne trois cents étudiants.

Le Gouvernement de la Communauté française fixe les lieux où sont implantés les instituts supérieurs de communication appliquée de la Communauté française. Un institut supérieur de communication appliquée n'est admis au régime des subventions que si les lieux d'implantation sont approuvés par arrêté délibéré en Gouvernement de la Communauté française. Cette approbation est obtenue sur proposition du pouvoir organisateur de l'institut supérieur de communication appliquée.

Art. 5. L'Institut des hautes études des communications sociales, en abrégé IHECS qui, pendant l'année académique 1991-1992, a organisé, dans l'enseignement supérieur social, des études visant à l'obtention du diplôme des Arts du Spectacle et Techniques de Diffusion, modifié par l'arrêté royal du 15 avril 1965 réglementant au 3^e degré de l'enseignement technique supérieur les études conduisant au diplôme des Arts du Spectacle et Techniques de Diffusion, conformément à l'arrêté royal du 6 octobre 1970, est classé dans l'enseignement supérieur social de type long en tant qu'institut supérieur de communication appliquée.

Art. 6. Une section visée à l'article 1^{er}, § 2, ne peut être maintenue ou subventionnée que si le nombre total d'étudiants régulièrement inscrits dans cette section atteint le minimum de quinze par lieu d'implantation.

(1) Session 1992-1993.

Documents du Conseil. — n° 104, n° 1 : Projet de décret; n° 2 : Rapport.

Comptes rendus intégraux. — Discussion. Séance du 15 juillet 1993. — Adoption. Séance du 16 juillet 1993.

Art. 7. Un institut supérieur de communication appliquée qui n'atteint pas, au 1^{er} février de l'année académique précédente, la norme de 150 étudiants pour le 1^{er} cycle est fermé, à partir de l'année suivante, année d'études par année d'études, ou peut fusionner avec un autre établissement d'enseignement supérieur de type long pour autant que l'établissement issu de la fusion atteigne la norme de rationalisation qui lui est applicable suivant sa catégorie.

Art. 8. A partir de l'année académique 1993-1994, une section visée à l'article 1^{er}, § 2, qui n'atteint pas la norme fixée à l'article 6 est fermée, à partir de l'année suivante, année d'études par année d'études.

Art. 9. Les instituts supérieurs de communication appliquée de plein exercice, qui atteignent le minimum de population scolaire visé à l'article 4, peuvent bénéficier de l'intervention d'un des fonds visés au décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française.

CHAPITRE III. — De l'encadrement

Art. 10. § 1^{er}. L'enseignement supérieur social de type long créé en vertu du présent décret est organisé en tenant compte des normes fixées ci-après. Est pris en considération pour leur application le nombre d'étudiants régulièrement inscrits au 1^{er} février de l'année académique précédente.

Le personnel, qui est accordé en fonction de ces normes, comprend le personnel directeur et enseignant. Par unité d'encadrement, il y a lieu d'entendre, pour l'application du présent décret, soit un emploi à prestations complètes dans la fonction en cause, soit un ensemble de prestations d'encadrement assumées par plusieurs membres du personnel et au moins égal à la moyenne des prestations exigées pour un emploi à prestations complètes dans la fonction en cause.

§ 2. L'encadrement des études visées à l'article 1^{er} est fixé comme suit :

1^o Pour les études conduisant au grade de candidat en communication appliquée, l'encadrement est fixé conformément à la norme suivante :

- pour les 60 premiers étudiants : 13 unités;
- pour les étudiants de 61 à 90 : 1 unité par 8 étudiants;
- pour les étudiants de 91 à 120 : 1 unité par 10 étudiants;
- pour les étudiants au-delà de 120 : 1 unité par 20 étudiants.

2^o Pour les études conduisant au grade de licencié en communication appliquée :

- pour les 50 premiers étudiants : 11 unités;
- pour les étudiants de 51 à 100 : 1 unité par 10 étudiants;
- pour les étudiants de 101 à 150 : 1 unité par 15 étudiants;
- pour les étudiants au-delà de 150 : 1 unité par 20 étudiants.

3^o En outre, par section organisée, deux unités en qualité d'assistants-techniciens, titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur de type court, chargés de l'assistance technique des cours pratiques utilisant les différents médias.

L'encadrement précisé au présent article est, dans tous les cas, composé comme suit, les pourcentages indiqués étant fixés sur base de l'encadrement total :

- 30 % minimum dans les fonctions d'assistant ou assistant-technicien;
- 25 % maximum dans les fonctions de professeur, chef de bureau d'études, directeur adjoint, directeur;
- les autres membres du personnel dans les fonctions de chargé de cours et de chef de travaux.

§ 3. Dans un institut supérieur de communication appliquée où ne sont pas organisées toutes les années d'études correspondant à la formation qui y est dispensée, soit parce que cet institut est en voie de création, soit parce qu'il est en voie de fermeture, l'encadrement suivant est fixé pour chacune des années d'études organisées :

- a) dans les études conduisant au grade de candidat en communication appliquée : la moitié de l'encadrement qui y est fixé;
- b) dans les études conduisant au grade de licencié en communication appliquée : la moitié de l'encadrement qui y est fixé.

Là où un encadrement de base est déterminé pour une première tranche d'étudiants, il est fixé comme prévu au § 2 dès qu'est atteint ou que reste atteint le nombre d'étudiants précisé pour cette première tranche, même si toutes les années d'études ne sont pas ou ne sont plus organisées.

§ 4. Pour l'application du présent article, toute fraction d'unité est arrondie par cycle à l'unité supérieure.

CHAPITRE IV. — Dispositions transitoires

Art. 11. § 1^{er}. A partir de l'année académique qui suit la date à laquelle le présent décret est publié au *Moniteur belge*, les subventions octroyées à la section d'enseignement supérieur social du 3^e degré organisé par l'IHECS sont supprimées; le même établissement est admis au bénéfice des subventions pour un institut supérieur de communication appliquée.

§ 2. Les étudiants qui ont réussi la première année des études organisées à l'IHECS conformément à l'arrêté royal du 15 avril 1965 réglementant au 3^e degré de l'enseignement technique supérieur les études conduisant au diplôme des Arts du Spectacle et Techniques de Diffusion sont admis de droit en deuxième année des études conduisant au grade et au diplôme de candidat en communication appliquée.

§ 3. Les étudiants qui ont réussi la deuxième année des études organisées à l'IHECS conformément à l'arrêté royal du 15 avril 1965 précité sont admis de droit en première année des études conduisant au grade et au diplôme de licencié en communication appliquée. Ils sont censés être porteurs du grade et du diplôme de candidat en communication appliquée.

§ 4. Les étudiants qui ont réussi la troisième année des études organisées à l'IHECS conformément à l'arrêté royal du 15 avril 1965 précité sont admis de droit en deuxième année des études conduisant au grade et au diplôme de licencié en communication appliquée.

§ 5. Les porteurs du diplôme des Arts du Spectacle délivré par l'IHECS conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 15 avril 1965 précité sont considérés comme porteurs du grade et du diplôme de licencié en communication appliquée visés par le présent décret. Ils bénéficient de tous les droits accordés par le décret aux porteurs de ces grade et diplôme.

Art. 12. § 1^{er}. Le régime des priorités pour les membres du personnel directeur et enseignant nommés à titre définitif, visés au présent article, s'applique à l'IHECS. Il s'applique aux membres du personnel directeur et enseignant nommés à titre définitif par le pouvoir organisateur de l'Institut avant le 1^{er} juin 1992 dans les

fonctions qui correspondent à la spécificité de leurs titres de capacité. Lorsque deux membres du personnel directeur et enseignant sont classés dans la même catégorie de priorités, le membre du personnel ayant la plus grande ancienneté de fonction dans l'Institut visé ci-avant obtient la priorité.

§ 2. Pour l'attribution des emplois de directeur, de directeur adjoint, de professeur et de chef de bureau d'études dans un établissement organisant une section de communication appliquée, le régime des priorités qui suit est d'application dans l'ordre indiqué :

a) le directeur porteur d'un des diplômes requis par la loi pour être nommé comme membre du personnel enseignant dans une université de la Communauté française;

b) le directeur à qui ne s'appliquent pas les dispositions du a);

c) les membres du personnel directeur et enseignant porteurs des titres de capacité visés en a) du présent paragraphe et qui, à la date du 30 juin 1992, étaient titulaires d'une fonction à prestations complètes dans l'enseignement conduisant au diplôme des Arts du Spectacle et Techniques de Diffusion, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 15 avril 1965 précité.

Les membres du personnel directeur et enseignant visés au présent paragraphe sont considérés comme répondant à toutes les conditions pour obtenir une nomination à titre définitif.

§ 3. Les titulaires de fonctions indiquées dans la colonne de gauche sont considérés comme possédant les titres de capacité et l'expérience utile requis pour exercer à titre définitif la fonction indiquée dans la colonne de droite :

a) sous-directeur, chef de bureau d'études, professeur, chargé de cours, chef de travaux, assistant — chargé de cours, chef de travaux, assistant

— s'ils sont porteurs d'un des diplômes requis par la loi pour être nommés comme membre du personnel enseignant dans une université de la Communauté française;

— ou s'ils sont porteurs d'un diplôme de licencié délivré par une université belge ou un établissement y assimilé ou par un jury institué par le Gouvernement de la Communauté française si la durée des études est de quatre ans au moins, et s'ils ont au 30 juin 1992 une ancienneté de service de trois ans au moins dans l'enseignement conduisant, dans l'enseignement supérieur social, au diplôme des Arts du Spectacle et Techniques de Diffusion conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 15 avril 1965 précité;

— ou s'ils sont porteurs d'un des diplômes suivants :

1° le diplôme de fin d'études du deuxième cycle délivré par un établissement d'enseignement supérieur de type long ou par un jury institué par le Gouvernement de la Communauté française, ou un titre dont le porteur a obtenu l'assimilation à un tel diplôme;

2° le diplôme de fin d'études délivré par un établissement d'enseignement supérieur classé au troisième degré de l'enseignement technique supérieur;

et s'ils ont, au 30 juin 1992, une ancienneté de service de quatre ans au moins dans l'enseignement conduisant, dans l'enseignement supérieur social, au diplôme des Arts du Spectacle et Techniques de Diffusion, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 15 avril 1965 précité;

— ou si, jouissant d'une notoriété professionnelle reconnue par le Ministre de l'Education nationale ou le Ministre du Gouvernement de la Communauté française qui a l'enseignement dans sa compétence, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 15 avril 1965 déjà cité, modifié par l'arrêté royal du 6 octobre 1970, ils ont au 30 juin 1992 une ancienneté de service de huit ans au moins dans l'enseignement conduisant au diplôme des Arts du Spectacle et Techniques de Diffusion.

b) professeur ou chargé de cours de pratique professionnelle — assistant, assistant-technicien

— s'ils sont porteurs d'un diplôme de licencié délivré par une université belge, ou d'un diplôme de fin d'études délivré par un établissement d'enseignement supérieur de type long ou de 3^e degré et s'ils ont, au 30 juin 1992, une ancienneté de service de deux ans au moins dans l'enseignement conduisant dans l'enseignement supérieur social, au diplôme des Arts du Spectacle et Techniques de Diffusion, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 15 avril 1965 précité;

— ou si, jouissant d'une notoriété professionnelle reconnue par le Ministre de l'Education nationale ou le Ministre du Gouvernement de la Communauté française qui a l'enseignement dans sa compétence, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 15 avril 1965 déjà cité, modifié par l'arrêté royal du 6 octobre 1970, ils ont au 30 juin 1992 une ancienneté de service de six ans au moins dans l'enseignement conduisant, dans l'enseignement supérieur social, au diplôme des Arts du Spectacle et Techniques de Diffusion;

— ou si, à la date du 30 juin 1992, ils ont une ancienneté de service de 10 ans au moins sans interruption dans l'enseignement conduisant, dans l'enseignement supérieur social, au diplôme des Arts du Spectacle et Techniques de Diffusion.

Pour l'attribution des emplois de chargé de cours, de chef de travaux ou d'assistant, le régime des priorités qui suit est d'application dans l'ordre indiqué :

1° les membres du personnel directeur et enseignant à qui aucun emploi n'a pu être attribué en application du § 2 du présent article;

2° les membres du personnel directeur et enseignant visés au présent paragraphe qui, à la date du 30 juin 1992, étaient titulaires d'une fonction à prestations complètes;

3° les membres du personnel directeur et enseignant visés au présent paragraphe qui, à la date du 30 juin 1992, étaient titulaires, dans une fonction déterminée, de prestations atteignant au moins les 6/10 d'une fonction à prestations complètes;

4° les autres membres du personnel directeur et enseignant en fonction au 30 juin 1992.

§ 4. Gardent, à titre personnel et à charge de la Communauté, pour les prestations dont ils étaient titulaires au 30 juin 1991 dans l'enseignement supérieur social du 3^e degré section des Arts du Spectacle et Techniques de Diffusion, le bénéfice du statut pécuniaire et des régimes de prestations qui leur étaient appliqués à cette date, ainsi que le bénéfice des modifications éventuelles que ce statut ou ces régimes pourraient subir, pour autant que pendant l'année académique 1991-1992, ils aient bénéficié d'un traitement ou d'une subvention-traitement à charge de la Communauté française pour l'exercice d'une fonction principale :

a) les membres du personnel directeur et enseignant visés aux §§ 2 et 3 du présent article à qui ne peut être confiée une des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant dans un Institut supérieur de Communication appliquée;

b) les membres du personnel directeur et enseignant qui, bien que nommés à titre définitif, ne satisfont pas aux conditions fixées aux §§ 2 et 3 du présent article.

Ils sont considérés comme possédant les titres de capacité et l'expérience utile requis pour exercer dans l'enseignement supérieur de type court ou dans l'enseignement secondaire supérieur une fonction de la catégorie du personnel directeur et enseignant correspondant à leurs qualifications.

Pour continuer à bénéficier des avantages précisés au présent paragraphe, les intéressés doivent cependant, le cas échéant, accepter dans l'enseignement supérieur de type court ou dans l'enseignement secondaire supérieur de leur province une fonction de la catégorie du personnel directeur et enseignant correspondant à leurs qualifications.

§ 5. Tous les revenus résultant d'activités commencées au cours de la période pendant laquelle les membres du personnel visés au présent article n'ont pas eu la possibilité d'exercer une fonction de la catégorie du personnel directeur et enseignant sont portés en déduction de leur subvention-traitement. Les membres du personnel visés cessent de bénéficier des avantages prévus au § 4 du présent article dès le moment où ils remplissent les conditions pour obtenir, à charge du trésor public, une pension liée à l'exercice de la fonction pour laquelle ils bénéficient de ces avantages.

§ 6. Toute nomination à titre définitif qui intervient en contradiction avec les dispositions du présent article est nulle. Tout pouvoir organisateur qui ne respecte pas les dispositions du présent article perd le droit à la subvention pour la période durant laquelle le présent article n'est pas respecté.

§ 7. Les anciennetés de service et de fonction visées au présent article se calculent suivant les règles appliquées aux membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, en exécution de la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de la Communauté.

Art. 13. Les membres du personnel de l'IHECS jouissant d'une notoriété professionnelle reconnue par le Ministre, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 15 avril 1965 modifié par l'arrêté royal du 6 octobre 1970, gardent, dans les instituts supérieurs de communication appliquée, le bénéfice de cette notoriété pour les prestations qu'ils exerçaient.

Art. 14. Si l'avis du Conseil supérieur de l'enseignement supérieur social visé à l'article 2 n'est pas rendu dans un délai de trente jours prenant cours à la date de publication du présent décret, le Gouvernement est habilité à exécuter les dispositions de l'article 2.

CHAPITRE V. — Dispositions modificatives

Art. 15. L'article 1er, III, a, de la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres d'enseignement supérieur, modifié par les lois des 9 avril 1965, 3 mars 1970, 7 avril 1971, 28 mai 1971, 18 février 1977 et 15 juillet 1985, est complété comme suit :

« 13° de candidat en communication appliquée et de licencié en communication appliquée, ceux qui ont obtenu le diplôme de ces grades conformément à la loi et au décret ».

Art. 16. Dans l'article 6, F, a, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par l'arrêté royal du 1er août 1984, il est inséré un 2bis rédigé comme suit :

« 2bis. Assistant-technicien, dans l'enseignement supérieur social de type long en communication appliquée; »
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 juillet 1993.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée des Affaires sociales, de la Santé et du Tourisme,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique, de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales,
M. LEBRUN

Le Ministre de l'Education, de l'Audiovisuel et de la Fonction publique,
E. DI RUPO

Le Ministre du Budget, de la Culture et du Sport,
E. TOMAS

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 93 — 2009

[S-C — 29367]

19 JULI 1993

Decreet tot regeling van het sociaal hoger onderwijs van het langetype in de toegepaste communicatie (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — Organieke bepalingen

Artikel. 1. § 1. De graad van kandidaat in de toegepaste communicatie wordt ingesteld. Die graad wordt toegekend en het daarop betrekking hebbende diploma wordt uitgereikt na de eerste tweejarige cyclus van het sociaal hoger onderwijs van het lange type.

(1) Zitting 1992-1993.

Documenten van de Raad. — Nr. 104, nr. 1 : Ontwerp van decreet; nr. 2 : Verslag.

Integraal verslag. — Bespreking. Vergadering van 15 juli 1993. — Aanneming. Vergadering van 16 juli 1993.

§ 2. De graad van licentiaat in de toegepaste communicatie wordt ingesteld. Die graad wordt toegekend en het daarop betrekking hebbende diploma wordt uitgereikt na de 2e tweejarige cyclus van het sociaal hoger onderwijs van het lange type, in één van de 4 volgende afdelingen :

- pers en informatie
- public relations
- reclame
- sociaal-cultureel opbouwwerk en volwassenenschooling

Art. 2. Na advies van de Hoge raad voor het sociaal hoger onderwijs bepaalt de regering van de Franse Gemeenschap :

1. de regels voor de organisatie van de studie die leidt tot de graden van kandidaat en licentiaat in de toegepaste communicatie;
2. het minimum- en het maximaantal lessen per cyclus;
3. de lijst van de verplichte vakken met vermelding van het minimumaantal uren die eraan besteed moeten worden;
4. de lijst van de opties en vakken die er kunnen georganiseerd worden;
5. de vorm van de vermeldingen op de diploma's van die graden. Het diploma van licentiaat vermeldt o.m. de gekozen afdeling en de gevolgd optievakken.

Art. 3. § 1. De graden van kandidaat en licentiaat, bedoeld in artikel 1, worden toegekend en de daarop betrekking hebbende diploma's worden uitgereikt :

- door een inrichting voor sociaal hoger onderwijs van het lange type georganiseerd, gesubsidieerd of erkend door de Franse Gemeenschap, of
- door een examencommissie ingesteld door de Regering van de Franse Gemeenschap en waarvan deze de werking regelt.

§ 2. De graad van kandidaat in de toegepaste communicatie kan door de in § 1 bedoelde examencommissie toegekend worden ten minste 2 jaar nadat de examinandus voldaan heeft aan de toelatingsvoorwaarden vermeld in artikel 8, § 1 van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs.

De graad van licentiaat in de toegepaste communicatie kan pas toegekend worden 2 jaar nadat de examinandus de graad van kandidaat in de toegepaste communicatie bekomen heeft.

§ 3. Alleen onderwijsinrichtingen, gemachtigd om de graden van kandidaat of licentiaat in de toegepaste communicatie en de daarop betrekking hebbende diploma's uit te reiken.

HOOFDSTUK II. — Rationalisatie en programmatie

Art. 4. De rationalisatie en de programmatie geschieden per net.

Afzonderlijke netten vormen :

- a) de door de Franse Gemeenschap georganiseerde inrichtingen;
- b) de door provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten en andere publiekrechtelijke rechtspersonen georganiseerde onderwijsinrichtingen;
- c) de door privé-personen georganiseerde onderwijsinrichtingen.

In elk net kan slechts één hoger instituut voor toegepaste communicatie, georganiseerd volgens de bepalingen van dit decreet, in stand gehouden of gesubsidieerd worden, als het totaal aantal regelmatig voor de le cyclus ingeschreven studenten ten minste 150 bereikt. In de andere gevallen wordt de behoudsnorm tot 225 verhoogd.

Een nieuw hoger instituut voor toegepaste communicatie kan door de Franse Gemeenschap georganiseerd, gesubsidieerd of erkend worden mits de schoolbevolking in de le cyclus 300 studenten bedraagt.

De Regering van de Franse Gemeenschap bepaalt de vestigingsplaats van de hogere instituten voor toegepaste communicatie van de Franse Gemeenschap. Een hoger instituut voor toegepaste communicatie wordt in de toelageregeling maar opgenomen als de vestigingsplaatsen goedgekeurd werden bij een in de Regering van de Franse Gemeenschap overlegd besluit. Die goedkeuring wordt bekomen op voorstel van de inrichtende macht van het instituut.

Art. 5. Het Instituut ICHES, dat in het academiejaar 1991-1992 in het hoger sociaal onderwijs studies organiseerde ter verkrijging van het diploma podiumkunst en cultuurspreiding, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 april 1965 tot regeling in de 3e graad van het hoger technisch onderwijs van de studies leidend tot het diploma podiumkunst en cultuurspreiding, overeenkomstig het koninklijk besluit van 6 oktober 1970, wordt ingedeeld bij het sociaal hoger onderwijs van het lange type als hoger instituut voor toegepaste communicatie.

Art. 6. Een afdeling, bedoeld in artikel 1, § 2, kan in stand gehouden of gesubsidieerd worden als het totaal aantal regelmatig ingeschreven studenten er ten minste 15 bedraagt per vestiging.

Art. 7. Een hoger instituut voor toegepaste communicatie dat op 1 februari van het vorig academiejaar de norm van 15 studenten voor de le cyclus niet haalt, wordt vanaf het volgend jaar geleidelijk afgebouwd of kan met een andere inrichting voor hoger onderwijs van het lange type samengevoegd worden mits de aldus ontstane inrichting de in haar categorie geldende rationalisatienorm bereikt.

Art. 8. Vanaf het academiejaar 1993-1994 wordt een in artikel 1, § 2, bedoelde afdeling die de norm van artikel 6 niet haalt, geleidelijk afgebouwd vanaf het volgend jaar.

Art. 9. De hogere instituten voor toegepaste communicatie met volledig leerplan, die het in artikel 4 bedoelde bevolkingsminimum bereiken, kunnen de bijdrage genieten van een fonds bedoeld in het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde niet-universitair onderwijs.

HOOFDSTUK III. — Begeleiding

Art. 10. § 1. Het krachtens dit decreet opgerichte sociaal hoger onderwijs van het lange type wordt georganiseerd rekening houdend met onderstaande normen. Voor de toepassing ervan komt in aanmerking het aantal studenten ingeschreven op 1 februari van het vorige academiejaar.

Het volgens die normen toegekende personeel omvat het bestuurs- en onderwijzend personeel. Onder begeleidingseenheid moet verstaan worden voor de toepassing van dit decreet hetzij een voltijdse betrekking in het beschouwde ambt, hetzij een aantal begeleidingsprestaties verstrekt door verschillende personeelsleden en ten minste gelijk aan het gemiddelde van de prestaties vereist voor voormelde voltijdse betrekking.

§ 2. De in artikel 1 bedoelde studiebegeleiding wordt vastgesteld als volgt :

1. voor studie leidend tot de graad van kandidaat in de toegepaste communicatie geldt volgende norm

voor de eerste 60 studenten :	13 eenheden
voor de studenten van 61 tot 90 :	1 eenheid per 8 studenten
voor de studenten van 91 tot 120 :	1 eenheid per 10 studenten
voor de studenten boven 120 :	1 eenheid per 20 studenten
2. voor studie leidend tot de graad van licentiaat in de toegepaste communicatie	
voor de eerste 50 studenten :	11 eenheden
voor de studenten van 51 tot 100 :	1 eenheid per 10 studenten
voor de studenten van 101 tot 150 :	1 eenheid per 15 studenten
voor de studenten boven 150 :	1 eenheid per 20 studenten

3. Bovendien worden per georganiseerde afdeling twee eenheden met de hoedanigheid van assistent-technicus, houder van een diploma van het hoger onderwijs van het lange type, belast met de technische bijstand voor het practicum dat verschillende media gebruikt.

De in dit artikel bedoelde begeleiding is alleszins samengesteld als volgt, in percentages van de totale begeleiding :

- 30 % minimum in de ambten van assistent (-technicus);
- 25 % maximum in de ambten van hoogleraar, hoofd studie bureau, adjunct-directeur;
- directeur;
- de andere personeelsleden in de ambten van docent en werkleider.

§ 3. In een hoger instituut voor toegepaste communicatie waar niet alle studiejaren overeenstemmend met de verstrekte opleiding georganiseerd worden, omdat het instituut geleidelijk wordt opgericht of geleidelijk gesloten wordt, stelt men de begeleiding vast als volgt voor elk georganiseerd studiejaar :

a) voor studie leidend tot de graad van kandidaat in de toegepaste communicatie : de helft van de begeleiding die er vastgesteld is;

b) voor studie leidend tot de graad van licentiaat in de toegepaste communicatie : de helft van de begeleiding die er vastgesteld is.

Waar de basisbegeleiding bepaald wordt voor een eerste groep studenten, geldt § 2 zodra het aantal studenten voor die eerste groep bereikt wordt of nog bereikt is, zelfs als alle studiejaren nog niet of niet meer georganiseerd worden.

§ 4. Voor de toepassing van dit artikel wordt elk gedeelte van een eenheid per cyclus afgerond tot de hogere eenheid.

HOOFDSTUK IV. — Overgangsbepalingen

Art. 11. § 1. Vanaf het academiejaar na de datum van bekendmaking van dit decreet in het *Belgisch Staatsblad* vervallen de toelagen toegekend aan de afdeling sociaal hoger onderwijs van de 3e graad, georganiseerd door IHECS, en wordt die inrichting opgenomen in de toelagerегeling voor een hoger instituut voor toegepaste communicatie.

§ 2. De studenten die slaagden voor het 1e studiejaar georganiseerd door IHECS overeenkomstig het koninklijk besluit van 15 april 1965 tot regeling, in de 3e graad van het technisch hoger onderwijs, van de studie leidend tot het diploma podiumkunst en verspreidingstechnieken, gaan van rechtswege over naar het 2e jaar studie leidend tot de graad en het diploma van kandidaat in de toegepaste communicatie.

§ 3. De studenten die slaagden voor het 2e studiejaar georganiseerd door IHECS overeenkomstig voormeld besluit van 15 april 1965, gaan van rechtswege over naar het 1e studiejaar leidend tot de graad en het diploma van licentiaat in de toegepaste communicatie. Ze worden geacht houder te zijn van de graad en het diploma van kandidaat in de toegepaste communicatie.

§ 4. De studenten die slaagden voor het 3e studiejaar georganiseerd door IHECS, overeenkomstig voormeld besluit van 15 april 1965, gaan van rechtswege over naar het 2e studiejaar leidend tot de graad en het diploma van licentiaat in de toegepaste communicatie.

§ 5. De houders van het diploma podiumkunst uitgereikt door IHECS overeenkomstig voormeld besluit van 15 april 1965 worden geacht houder te zijn van de graad en het diploma van licentiaat in de toegepaste communicatie, bedoeld in dit decreet. Ze genieten alle rechten die het decreet toekent aan houders van die graad en dat diploma.

Art. 12. § 1. De voorrangregeling voor de vastbenoemde leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, bedoeld in dit artikel, geldt voor IHECS. Ze is toepasselijk op de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, door de inrichtende macht van het instituut vóór 1 juni 1992 vast benoemd in het ambt dat met hun specifieke bekwaamheidsbewijzen overeenstemt.

Wanneer twee van die personeelsleden tot dezelfde voorrangscategorie behoren, krijgt het personeelslid met de grootste ambtsanciënniteit in voormeld instituut de voorkeur.

§ 2. Voor de toekenning van de ambten van directeur, adjunct-directeur, hoogleraar en hoofd studie bureau in een inrichting met een afdeling toegepaste communicatie geldt onderstaande voorrangregeling :

a) de directeur, houder van een wettelijk vereist diploma om benoemd te worden tot lid van het onderwijzend personeel in een universiteit van de Franse Gemeenschap;

b) de directeur op wie a) niet toepasselijk is;

c) de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel die houder zijn van de bekwaamheidsbewijzen bedoeld in a) van deze paragraaf en op 30 juni 1992 titularis waren van een voltijds ambt in het onderwijs leidend tot het diploma podiumkunst en verspreidingstechniek, overeenkomstig voormeld besluit van 15 april 1965.

De in deze paragraaf bedoelde leden worden geacht alle voorwaarden te vervullen voor een vaste benoeming.

§ 3. De titularissen van ambten in de linkerkolom worden geacht, de bekwaamheidsbewijzen en de nuttige ervaring te bezitten, vereist voor een vaste aanstelling in het in de rechterkolom vermelde ambt

a) onderdirecteur, hoofd studie bureau, docent, werkleider, assistent, hoogleraar, docent, werkleider

— als zij houder zijn van een wettelijk vereist diploma voor een benoeming tot lid van het onderwijzend personeel in een universiteit van de Franse Gemeenschap of houder zijn van een licentiaatsdiploma uitgereikt door een Belgische universiteit, een gelijkgestelde instelling of een examencommissie ingesteld door de Regering

van de Franse Gemeenschap, als de studie er ten minste 4 jaar duurt en zij op 30 juni 1992 ten minste 3 jaar dienstanciënniteit hadden in het onderwijs dat in het sociaal hoger onderwijs leidt tot het diploma podiumkunst en verspreidingstechnieken overeenkomstig voormeld besluit van 15 april 1965 of houder zijn van

1. het eindexamen van de 2e cyclus uitgereikt door een instelling voor hoger onderwijs van het lange type of een examencommissie ingesteld door de Regering van de Franse Gemeenschap, of een titel waarvan de houder de gelijkstelling met zulk een diploma bekomen heeft;

2. of het eindexamen van een instelling voor hoger onderwijs ingedeeld bij de 3e graad van het technisch hoger onderwijs en zij op 30 juni 1992 ten minste 4 jaar dienstanciënniteit hebben in het onderwijs dat in het sociaal hoger onderwijs leidt tot het diploma podiumkunst en verspreidingstechnieken, overeenkomstig voormeld besluit van 15 april 1965

— of een beroepsbekendheid genieten, erkend door de Minister van Nationale Opvoeding of de Minister van de Regering van de Franse Gemeenschap die bevoegd is voor onderwijs, overeenkomstig het koninklijk besluit van 15 april 1965, gewijzigd door dat van 6 oktober 1970, en op 30 juni 1992 ten minste 8 jaar dienstanciënniteit tellen in het onderwijs leidend tot het diploma podiumkunst en verspreidingstechnieken

— als zij houder zijn van een licentiaatsdiploma, uitgereikt door een Belgische universiteit of van het eindexamen van een inrichting voor hoger onderwijs ingedeeld bij de 3e graad van het technisch hoger onderwijs en zij op 30 juni 1992 ten minste 4 jaar dienstanciënniteit hebben in het onderwijs dat in het sociaal hoger onderwijs leidt tot het diploma podiumkunst en verspreidingstechnieken, overeenkomstig voormeld besluit van 15 april 1965

— of een beroepsbekendheid genieten, erkend door de Minister van Nationale Opvoeding of de Minister van de Regering van de Franse Gemeenschap die bevoegd is voor onderwijs, overeenkomstig het koninklijk besluit van 15 april 1965, gewijzigd door dat van 6 oktober 1970, en op 30 juni 1992 ten minste 6 jaar dienstanciënniteit tellen in het onderwijs leidend tot het diploma podiumkunst en verspreidingstechnieken — of op 30 juni 1992 ten minste 10 jaar dienstanciënniteit tellen zonder onderbreking — in het onderwijs dat in het sociaal hoger onderwijs leidt tot het diploma podiumkunst en verspreidingstechnieken.

Voor de toekenning van de betrekkingen van docent, werkleider of assistent geldt onderstaande voorrang-regeling :

1. de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel aan wie geen betrekking kon worden toegekend krachtens § 2 van dit artikel.

2. de in deze paragraaf bedoelde leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel die op 30 juni 1992 titularis waren van een voltijds ambt.

3. de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel bedoeld in deze paragraaf, die op 30 juni 1992 titularis waren, in een bepaald ambt, van prestaties gelijk aan ten minste 6/10 van een voltijdse betrekking.

4. de andere leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, in dienst op 30 juni 1992.

§ 4. Behouden, voor zich personen ten laste van de Gemeenschap, voor de prestaties waarvan ze titularis waren op 30 juni 1992 in het sociaal hoger onderwijs van de 3e graad, afdeling podiumkunst en verspreidingstechnieken, de bezoldigingsregeling en de prestatieregeling die hun op die datum toepasselijk waren, alsook het voordeel van eventuele wijzigingen van die regelingen, mits zij in het academiejaar 1991-1992 een wedde of een weddetoelage genoten ten laste van de Franse Gemeenschap voor een hoofdambt :

a) de in de §§ 2 en 3 van dit artikel bedoelde leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel aan wie geen ambt van het bestuurs- en onderwijzend personeel in een hoger instituut voor toegepaste communicatie toegekend kan worden,

b) de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel die vast benoemd zijn, maar niet voldoen aan de vereisten van de §§ 2 en 3 van dit artikel.

Zij worden geacht de bekwaamheidsbewijzen en nuttige ervaring te bezitten om in het hoger onderwijs van het korte type of het hoger secundair onderwijs een ambt uit te oefenen van het bestuurs- en onderwijzend personeel, overeenstemmend met hun kwalificatie.

Om de in deze paragraaf bedoelde voordelen te blijven genieten, moeten zij evenwel in het onderwijs van het korte type of het hoger secundair onderwijs in hun provincie, eventueel een betrekking van het bestuurs- en onderwijzend personeel, overeenstemmend met hun kwalificatie aanvaarden.

§ 5. Alle inkomsten uit activiteiten angevat in de periode waarin de in dit artikel bedoelde personeelsleden geen ambt van het bestuurs- en onderwijzend personeel konden uitoefenen, worden van hun weddetoelage afgetrokken. De betrokkenen houden op het voordeel te genieten, bedoeld in § 4 van dit artikel, zodra zij de voorwaarden vervullen om ten laste van de Schatkist een pensioen te genieten voor de uitoefening van het ambt waarvoor zij die voordelen genieten.

§ 6. Elke vaste benoeming in strijd met dit artikel is nietig. Elke inrichtende macht die dit artikel niet nakomt, verliest de toelage voor de periode van niet-naleving van dit artikel.

§ 7. De dienst- en ambtsanciënniteit, bedoeld in dit artikel, wordt berekend volgens de regels geldend voor het personeel van het rijksonderwijs, krachtens de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut van het onderwijs-personeel van de gemeenschap.

Art. 13. Het personeel van IHECS dat een beroepsbekendheid geniet, erkend door de Minister overeenkomstig het koninklijk besluit van 15 april 1965, gewijzigd door dat van 6 oktober 1970, behoudt in de hogere instituten voor toegepaste communicatie het voordeel van die bekendheid voor de prestaties die zij verstrekten.

Art. 14. Als het advies van de hoge raad voor het sociaal hoger onderwijs, bedoeld in artikel 2, niet verleend wordt binnen de 30 dagen na bekendmaking van dit decreet kan de regering artikel 2 uitvoeren.

HOOFDSTUK V. — Wijzigingsbepalingen

Art. 15. Art. 1, III, a van de wet van 11 september 1993 op de bescherming van de titel van hoger onderwijs, gewijzigd bij de wetten van 9 april 1965, 3 maart 1970, 7 april 1971, 28 mei 1971, 8 februari 1977 en 15 juli 1985, wordt aangevuld als volgt :

« 13° van kandidaat in de toegepaste communicatie en van licentiaat in de toegepaste communicatie, zij die het diploma van die graden bekomen hebben overeenkomstig de wet en het decreet ».

Art. 16. In artikel 6, F, a van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap dd. 2 oktober 1968 tot vaststelling en indeling van de ambten van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulp-personeel, het paramedisch personeel, het psychologisch personeel, het sociaal personeel van de inrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, en kunstonderwijs en het niet-universitair

hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, en van de ambten van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, gewijzigd bij koninklijk besluit van 1 augustus 1984, wordt een *2bis* ingevoegd, luidend als volgt :

• *2bis*. Assistent-technicus, in het sociaal hoger onderwijs van het lange type in de toegepaste communicatie; Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 19 juli 1993.

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap,
belast met Sociale Zaken, Gezondheid en Toerisme,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs,
Wetenschappelijk Onderzoek, Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

De Minister van Onderwijs, Audiovisuele Media en Ambtenarenzaken,
E. DI RUPO

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,
E. TOMAS

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 15 juillet 1993, entrant en vigueur le 1^{er} septembre 1993, Mme Harrewyn, A., substitut du procureur général près la cour d'appel de Gand, est nommée avocat général près cette cour.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 15 juli 1993, dat in werking treedt op 1 september 1993, is Mevr. Harrewyn, A., substituut-procureur-generaal bij het hof van beroep te Gent, benoemd tot advocaat-generaal bij dit hof.

MINISTERE DES FINANCES

Secrétariat général

Nominations

Par arrêté royal du 12 août 1993, MM. Delodder, E.A.; Stallaert, F.C.N.; Weber, M.G.; Boon, A.M.J.L.; Delporte, J.-M. et Baveye, J.R.J.G., conseillers des finances, sont nommés au grade de conseiller général des finances au Service d'études et de documentation, à la date du 1^{er} août 1993.

MINISTERIE VAN FINANCIËN

Algemeen Secretariaat

Benoemingen

Bij koninklijk besluit van 12 augustus 1993 worden de heren Delodder, E.A.; Stallaert, F.C.N.; Weber, M.G.; Boon, A.M.J.L.; Delporte, J.-M. et Baveye, J.R.J.G., adviseurs van financiën, op datum van 1 augustus 1993, benoemd tot de graad van adviseur-generaal van financiën bij de Studie- en documentatiedienst.

Administration centrale de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines Démission honorable

Par arrêté royal du 9 juillet 1993, démission honorable de ses fonctions est accordée, à partir du 1^{er} avril 1993 à Mme Jucquois, B.A.M., premier auditeur, qui est admise à faire valoir ses droits à la pension de retraite et autorisée à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Hoofdbestuur van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen Eervol ontslag

Bij koninklijk besluit van 9 juli 1993, wordt, met ingang van 1 april 1993 eervol ontslag uit haar ambt verleend aan Mevr. Jucquois, B.A.M., eerste auditeur, die aanspraak heeft op rustpensioen en gemachtigd wordt de titel van haar ambt eershulve te voeren.

Administration centrale des contributions directes Démission honorable

Par arrêté royal du 9 juillet 1993, démission honorable de ses fonctions est accordée, à partir du 1^{er} juillet 1993 à M. Donnay, D.J.G., auditeur général, qui est admis à faire valoir ses droits à la pension de retraite et autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

(Ce texte remplace celui qui est paru au *Moniteur belge* du 7 juillet 1993, p. 16110.)

Hoofdbestuur der directe belastingen Eervol ontslag

Bij koninklijk besluit van 9 juli 1993, wordt, met ingang van 1 juli 1993, eervol ontslag uit zijn ambt verleend aan de heer Donnay, D.J.G., auditeur-generaal, die aanspraak heeft op rustpensioen en gemachtigd wordt de titel van zijn ambt eershulve te voeren.

(Deze tekst vervangt degene verschenen in het *Belgisch Staatsblad* van 7 juli 1993, blz. 16110.)

Administration de la trésorerie Nominations

Par arrêté royal du 19 juillet 1993, M. Delodder, K.I.R., Mme Bartholome, A.-M., et M. Van Den Berghe, C.F., stagiaires, sont nommés en qualité d'agents de l'Etat au grade de secrétaire d'administration, à partir du 1^{er} avril 1993.

Administratie der thesaurie Benoemingen

Bij koninklijk besluit van 19 juli 1993 worden de heer Delodder, K.I.R., Mevr. Bartholome, A.-M., en de heer Van Den Berghe, C.F., stagiairs, met ingang van 1 april 1993, benoemd in de hoedanigheid van rijksambtenaren tot de graad van bestuurssecretaris.